

Mgr. l'évêque de Meaux avait stimulé la piété de ses fidèles pour obtenir du ciel que ces malheureux fussent délivrés sains et saufs.

« Pressé d'une vive sollicitude pour leur salut, nous écrivit-on le 13, il fit prier à leur intention les fidèles réunis à la cathédrale dans les jours de la Semaine-Sainte.

« A l'office du soir de Pâques, le prélat, avant de donner la bénédiction du St. Sacrement, eut la consolation d'offrir à Dieu de solennelles actions de grâce de leur heureuse délivrance, qui avait eu lieu le matin.

« Le clergé et le peuple s'unirent avec bonheur aux pieux pontife, chacun remerciait à la fois le Seigneur de sa miséricordieuse bonté envers ces infortunés.

« Les ouvriers avaient appris dans leur prison que Mgr. l'évêque de Meaux les avait recommandés aux prières des fidèles. Voici une lettre touchante qu'ils ont écrit à ce sujet, avant leur délivrance, à M. le curé de Méry :

« Nous témoignons bien de la reconnaissance à M. le curé de Méry, de voir qu'il prend peine de notre sort, et qui nous annonce que son seigneur (ils veulent parler de l'évêque), qui a tant de bonté pour nous que de recommander, jusque dans sa cathédrale, des prières pour nous. Nous les imitons de grand cœur envers Dieu de voir qu'il nous sauve d'un pareil péril et pareil danger. Le bon Dieu est bon partout ; jamais nous ne l'avons oublié, car il faudrait avoir le cœur bien dur de l'oublier dans un pareil moment. Surtout, ne nous oubliez pas dans votre paroisse ; nous vous serons redevable pour toute la vie, et priez pour nos camarades, et qu'il ne leur arrive pas de danger. »

ALLEMAGNE.

Correspondance particulière de l'Univers.

Des bords du Rhin, le 16 mars 1846.

Monsieur le Rédacteur, — Le mouvement rationaliste dont je vous ai parlé dans ma dernière lettre était cependant loin d'avoir entraîné tous les protestants allemands ; il avait provoqué au contraire une opposition forte et énergique de la part d'un grand nombre, qui tiennent encore à une foi révélée et à des dogmes positifs. Quelques faits, pris parmi beaucoup d'autres, prouveront la vérité de ce que j'avance. Dans la province de Saxe, principal foyer du rationalisme, une déclaration fut publiée et signée par 250 pasteurs, laquelle était dirigée contre les écrits de Wislicenus, et portait « que les signataires croyaient à la divinité de l'Écriture-Sainte comme à la seule base de l'Église évangélique. » — Dans le royaume de Saxe, où de nombreuses pétitions avaient été adressées aux États pour demander la liberté d'organiser des sectes dissidentes en dehors du culte reconnu, des contre-pétitions furent envoyées aux mêmes États, demandant le maintien du *statu quo*. — Dans la Hesse électorale, de nombreuses plaintes furent adressées au Gouvernement contre les pasteurs qui s'écartaient si fréquemment de l'ancien symbole et introduisaient un culte qui ne contenait nullement des âmes chrétiennes. On lui demandait donc le rétablissement des institutions ecclésiastiques que Philippe de Hesse avait introduites dans le pays au temps de la Réforme.

Cette lutte, entre les prélatés d'une part et les *Amis de la Lumière* de l'autre, devait nécessairement réagir sur la nombreuse classe des indifférents en matière de religion, c'est à dire sur ceux qui n'avaient ni assez de foi pour s'associer aux piétistes, ni une incrédule assez prononcée pour se ranger franchement du côté des rationalistes. Partisans d'abord de ces derniers, ils commencèrent par s'effrayer des mesures prises par le Gouvernement contre les *Amis de la Lumière*, et ils cherchèrent une espèce de moyen-terme qui laisserait intacte la question dogmatique. Le pasteur *Jonus*, à Berlin, de concert avec les deux évêques évangéliques *Eylert* et *Dräseke*, publia une déclaration dans laquelle d'une part il protestait contre le « maintien pur et simple des symboles des premiers protestants du temps de la Réforme, » et de l'autre « contre l'antichristianisme des *Amis de la Lumière*. » Pour terminer la lutte, il proposa d'accorder plus de liberté à l'organisation ecclésiastique, c'est à dire plus de facilité aux sectes dissidentes pour se constituer en communautés indépendantes.

Notre gouvernement eut alors recours au moyen dont je vous parlais à la fin de ma dernière lettre, et qu'il eut le plus propre à mettre un terme à ces divisions religieuses : c'était un Concile évangélique. Encouragé par le succès que la Prusse avait eu en fondant l'union douanière de l'Allemagne, le Roi conçut le projet d'opérer une union religieuse de toute l'Allemagne protestante. Le concile ou synode évangélique devait donc se composer des députés de tous les États de l'Allemagne. On s'adressa d'abord au roi de Hanovre, et après qu'on eut obtenu son assentiment, le conseiller supérieur du consistoire, et en même temps prédicateur de la cour de Berlin, M. *Frethlage*, fut chargé de s'entendre avec le conseiller du consistoire hanovrien, M. *Rupstein*, pour poser les bases de cette union. Après une conférence qui dura plusieurs semaines et qui eut lieu dans l'ancienne abbaye de Loccum, dans le Hanovre, abbaye qui a été conservée par les protestants, et dont M. *Rupstein* jouit en ce moment avec le singulier titre d'abbé, ces deux messieurs tombèrent d'accord sur les points suivants :

La question d'un symbole commun fut écartée, d'abord parce que la confession d'Augsbourg servait légalement de base aux symboles de toutes les églises protestantes de l'Allemagne, et ensuite parce qu'il serait très difficile, sinon impossible, de formuler un symbole qui contenterait tous ceux qui professaient les doctrines évangéliques ! On le voit, la besogne des Pères du concile évangélique fut singulièrement facilitée par cette résolution de ne

toucher à aucun point fondamental. Cependant, il fallut bien résoudre à aborder cette terrible difficulté, afin de fixer l'essence et les limites de l'enseignement de la religion, donné soit par les professeurs des universités, soit par les simples pasteurs. Voici comment les négociateurs se tirèrent de ce mauvais pas : « Les ministres de la religion se considérèrent comme ministres de l'Évangile ; ils enseignèrent une foi conforme à l'Écriture-Sainte, toutefois sans faire violence à la liberté de leurs consciences. » La naïveté de cette décision théologique saute tellement aux yeux qu'il n'est pas nécessaire de s'y arrêter. Elle revient à ceci : « Vous pouvez croire tout ce que vous voudrez ; mais en enseignant la religion, vous êtes obligés de vous en tenir à l'Écriture-Sainte. » Mais c'est précisément contre cette hypocrisie officielle que s'étaient élevé avec tant de force les *Amis de la Lumière*. — Deux autres points sur lesquels on tomba facilement d'accord se rapportaient à l'organisation ecclésiastique et au culte, car on convint que chaque Église (*Landskirche*), c'est à dire les protestants de chaque État, conserveraient leur organisation et leur culte particuliers : toutefois, on déclara utile la réunion plus fréquente des synodes de pasteurs dans chaque État protestant de l'Allemagne. Enfin, les négociateurs exprimèrent le vœu que leurs souverains voulussent bien convoquer une réunion générale des députés de tous les États protestants de l'Allemagne, et que ce concile se composât de pasteurs et de laïques.

M. *Frethlage*, l'un des auteurs de ces préliminaires, fut alors chargé de faire une tournée pour sonder les dispositions des divers gouvernements protestants de l'Allemagne relativement au concile évangélique. Il trouva presque partout un parfait accueil, excepté dans les quatre villes libres de Francfort, Hambourg, Lubeck et Brême. Après son retour à Berlin, on convoqua donc dans cette ville le concile dont je vous dirai encore quelques mots dans une autre lettre. X.....

NOUVELLES POLITIQUES

CANADA.

— M. *Leslie* doit interpellé ce soir les ministres sur la conduite de *Duncan Sinclair Stuart*, l'inspecteur des licences, et demande pourquoi cet individu n'a pas encore été démis de sa place, lorsque des plaintes aussi nombreuses que bien fondées ont été faites contre lui. *Minerve*.

IRLANDE.

(Situation de l'Irlande.)

— Sir *James Graham* a, sur la demande d'*O'Connell*, communiqué à la Chambre des Communes les rapports de la commission chargée de rechercher l'étendue des ravages produits en Irlande par la maladie qui a attaqué les pommes de terre. Ces documents nous apprennent que les trente-deux comtés, sans une seule exception, ont sérieusement souffert, et que, sur 2,058 divisions électorales, les commissionnaires avaient, le 20 janvier, constaté la perte plus ou moins considérable de la récolte dans 1,400 de ces divisions : il ne leur restait plus qu'à s'enquérir de 500 autres pour que leur travail fut complet.

Il est devenu évident, depuis deux mois, que les parties de la récolte regardées comme saines au commencement et à la fin de janvier, ont été attaquées par l'impitoyable fléau, et qu'il est très difficile en ce moment, même pour les personnes aisées, de faire servir sur leurs tables des pommes de terre parfaitement saines. Quant à la population des campagnes, elle est réduite à vivre des débris putrides de ce tubercule, en attendant l'extrémité plus cruelle encore d'en manquer entièrement. Le R. *Townsend*, recteur d'*Aghagilda*, diocèse de *Dloyne*, écrivait il a peu de jours :

« Nous sommes ici dans une situation épouvantable ; la classe ouvrière ne vit plus que de pommes de terre à moitié pourries. Les champs et les jardins sont couverts de celles qu'on est obligé de jeter. »

Il a été constaté à *Killone*, dans une réunion de magistrats, qu'un très grand nombre de familles de cette paroisse ne peuvent se procurer qu'un seul repas dans les vingt-quatre heures. La disette augmente chaque semaine ; la plupart des fermiers ont perdu même les pommes de terre réservées aux semailles. Au nombre des documents soumis au Parlement se trouve un rapport, en date du mois de février, sur l'état sanitaire des divers comtés. On ne peut rien lire de plus douloureux. L'insuffisance des aliments, et surtout leur mauvaise qualité, ont produit des fièvres contagieuses qui ont déjà fait de grands ravages.

Le rapport signale partout les pommes de terre malsaines comme la première cause des maladies : c'est un commencement de peste qui arrive à la suite de la famine. Dans tel hôpital, par exemple, on a reçu 16 malades en janvier 1845 (celui de *Tralee*, *Kerry*, 151 personnes ont été admises en janvier 1846. Or, nous n'assistons encore qu'aux premiers symptômes des malheurs qui attendent l'Irlande dans deux mois, époque où, les années de récolte ordinaire, la faim condamne aux plus dures privations deux millions de ses habitants. Que se passera-t-il cette année ?

Devant des dangers si épouvantables et si imminents, quelles mesures a prises le gouvernement anglais ? Comment fera-t-il face aux éventualités ? A-t-il avisé aux moyens de donner du pain à un millions de familles déjà frappées des maladies qu'engendre le manque d'amélioration ?

Plusieurs fois déjà le ministère anglais, interpellé sur ces questions, a répondu qu'il avait avisé et que l'Irlande pouvait se reposer avec confiance sur la sollicitude du Gouvernement. Personne n'a osé douter de l'exactitude